



**Cultures & Conflits**

35 | automne 1999

Quelle place pour le pauvre ?

---

## Russie : pauvreté de masse et stigmatisation des pauvres (Partie 2)

Karine Clément

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/608>

DOI : 10.4000/conflits.608

ISSN : 1777-5345

### Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 1999

ISBN : 2-7384-8616-9

ISSN : 1157-996X

### Référence électronique

Karine Clément, « Russie : pauvreté de masse et stigmatisation des pauvres (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 35 | automne 1999, mis en ligne le 13 mars 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/608> ; DOI : 10.4000/conflits.608

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Creative Commons License

---

# Russie : pauvreté de masse et stigmatisation des pauvres (Partie 2)

Karine Clément

---

- 1 La pauvreté vécue : une prolétarianisation méconnue
- 2 Mais la pauvreté est-elle perçue par ceux qui la vivent ? A ce sujet, l'appréciation de la situation matérielle découle directement du vécu des acteurs et n'est pas brouillée par les discours minimisant la pauvreté ou niant son existence. Les travailleurs s'identifient eux-mêmes spontanément et massivement à la catégorie de « pauvres », voire de « miséreux ». L'écrasante majorité des travailleurs que nous avons interrogés, surtout dans les entreprises en crise, perçoivent leur situation matérielle comme misérable. « Je vis tellement mal que je préfère ne pas y penser. Je ne veux pas en parler », « je me situe entre la pauvreté et la mendicité » ; « j'ai honte d'en parler » ; « j'ai le sentiment de toucher le fond » ; « je ne comprends pas, je travaille honnêtement, je ne vole pas, pourquoi dois-je supporter ça ? », « avec ce qu'on reçoit, on peut exister, mais vivre... » ; « je suis tombé dans la misère », etc. Sous chaque parole pointe la honte de sa propre déchéance. La pauvreté s'impose donc aux travailleurs comme une réalité vécue et incontestable. Mais cette lucidité des travailleurs dans l'appréciation de leur situation n'est pas exempte d'un certain aveuglement. La pauvreté est en effet ressentie comme un phénomène presque normal, banal à force d'être subi par tant de gens : « chaque année, le niveau de vie de ceux qui vivent de leur salaire se dégrade », « je suis devenu pauvre, comme la majorité des gens qui travaillent dans cette usine ». Le spectacle de son appauvrissement suscite, de plus, un mécontentement, qui s'exprime davantage sur le mode de la honte et de l'indignité que sur celui de la révolte. Les images stigmatisantes affectées aux pauvres semblent par conséquent avoir été largement intériorisées.
- 3 Le sentiment d'inutilité apparaît très largement partagé par un grand nombre de travailleurs et se manifeste tout d'abord par un déni d'utilité de leur activité, quel que soit le véritable degré d'utilisation de leur force de travail. « Je suis quelqu'un d'inutile dans cette société », « personne n'a besoin de moi, si ce n'est mes enfants », « je me décrirais comme une vis inutile dans une voiture mal construite », « j'ai peur de ce qui peut arriver, je ne suis pas confiante ni en moi ni en l'avenir ». D'où provient un tel

sentiment ? L'impression d'inutilité repose en fait beaucoup moins sur une moindre utilisation de leur force de travail (chômage) que sur l'irrégularité de cette utilisation, variable selon les fluctuations du marché (existence ou non de débouchés, solvables ou non, matières premières disponibles ou non, équipement en état de marche ou non, etc.) L'expérience de travail de ceux qui se sentent inutiles se caractérise avant tout par l'instabilité et par ce qu'en Occident, il est convenu d'appeler la flexibilité. L'instabilité fait référence aux changements constants dans la situation de travail : dans le lieu de travail (dans l'usine ou à l'extérieur, déplacements d'un poste à l'autre, d'un atelier à un autre), dans la rémunération, dans le temps de travail (passages relativement fréquents des périodes de congés forcés à la semaine de quatre jours, voire aux heures supplémentaires non payées), dans le type de tâche à effectuer, dans le statut, etc. Ces fluctuations laissent la voie ouverte à une analyse en termes d'ambivalence, personne n'étant jamais définitivement relégué hors du monde du travail mais personne n'étant jamais non plus complètement assuré de son travail ; personne n'étant jamais condamné à subir un travail déqualifiant et déclassant mais personne ne maîtrisant non plus pleinement les conditions de son travail. Néanmoins, les différents groupes sociaux contrôlent inégalement cette instabilité. Les employeurs l'utilisent bien plus facilement à leur profit, ce qui implique une subordination renforcée des employés à l'usage qui est fait de leur force de travail et se traduit par un climat de peur et d'incertitude de chacun sur sa situation. L'imprévisibilité de leur situation de travail restreint, plus qu'elle n'accroît, les possibilités pour les salariés de maîtriser leur sort et les modalités de l'utilisation de leur force de travail. La déstabilisation les fragilise plus qu'elle ne les libère.

- 4 Outre l'incidence d'une situation de travail déstabilisante et subjectivement fragilisante, un autre élément accentue encore le sentiment d'être exclu non seulement du monde du travail mais de la société en général. Il s'agit de l'extrême degré d'atomisation de la société russe. Cette désagrégation sociale repose sur une dissolution des groupes sociaux et des identités collectives, sur une concurrence intense entre les individus pour la survie, l'emploi ou la réussite sociale, sur une perception largement brouillée d'autrui et des rapports intersubjectifs. Cette perception dépend très largement de la situation sociale de l'individu ainsi que de sa propre appréciation de lui-même. Elle empire avec la précarité sociale, comme le montrent ces propos récoltés auprès d'ouvriers mal payés et soumis à un régime de travail des plus flexibles : « Chacun survit comme il peut, c'est chacun pour soi » ; « on s'isole, on s'isole de tout. On n'a besoin de personne. Et pas seulement au travail. Dans l'appartement, c'est pareil, on ne laisse entrer personne. Au travail, on essaie de tout éviter, et le mauvais, et le bon. Les gens ont peur de tout. L'homme en est venu à craindre l'homme. On vit au jour le jour ». Face à l'urgence et à la dégradation de la situation, ces ouvriers donnent l'impression de réagir en ordre dispersé, pressés par la peur et l'incertitude du lendemain. Ils cherchent avant tout à sauver leur place, ce qui semble impliquer l'acceptation du sacrifice de celle du voisin. On comprend l'atmosphère de suspicion, de méfiance et d'agressivité qui se dégage de certains ateliers. Mais, de plus en plus, ces sentiments s'accompagnent d'une souffrance qu'on pourrait dire « morale », à l'instar de Christophe Dejours<sup>1</sup> et qui provient de la difficulté à supporter sa lâcheté et son silence. Comment expliquer une telle division ? Tout d'abord, n'oublions pas ce que l'individualisation doit au système soviétique<sup>2</sup>. Mais cette tendance du passé est largement relayée aujourd'hui par l'idéologie du marché, de la nécessaire concurrence, de la valorisation de l'individu. A l'inverse, les notions comportant un sens collectif sont discréditées, qu'il s'agisse du « collectif des travailleurs », de la « classe sociale » ou même

du « groupe social ». Aussi, les identifications collectives se désagrègent-elles. De plus, ce qu'il reste d'identité collective est bousculé par les mécanismes de déstabilisation à l'œuvre au travail ainsi que par les stratégies individuelles de « débrouille ». Celles-ci supposent une certaine dose de secret qui va à l'encontre de la visibilité que nécessite l'établissement de relations de confiance entre collègues<sup>3</sup>. Enfin, l'individualisation renvoie aussi en partie à une stratégie patronale de division des travailleurs, dans le but de dissimuler les oppositions verticales sous une multitude de divisions horizontales<sup>4</sup>. La division du personnel est en effet encouragée par différents procédés : la mise à l'écart des syndicats, la recherche de contacts privilégiés avec certaines catégories de salariés (les ouvriers indispensables, les plus passifs socialement, etc.), l'approche sélective et différenciatrice dans la rémunération, la répartition des tâches et des avantages, la mise en congés obligatoires, la flexibilité croissante. L'atomisation traditionnelle subsiste donc, elle reprend même une nouvelle vigueur avec le renforcement des logiques de marché. Mais quel est cet individu sur lequel chacun tend à se replier ? Pour les uns, ceux qui mènent une stratégie réussie de « débrouille » ou ceux qui bénéficient d'une certaine stabilité dans leur travail, il s'agit de l'individu fier et autonome de l'idéologie libérale. Mais quel est-il pour les autres, la majorité, c'est-à-dire ceux qui vivent leur individualité comme on porte un fardeau ?

- 5 Ces sentiments d'exclusion, d'impuissance, d'incompétence, prospèrent aussi sur le terrain du politique. Beaucoup, parmi les plus précaires, se perçoivent comme inaptes à la participation politique et s'abstiennent de toute forme d'intervention, que ce soit le vote, les actions collectives de protestation ou même de simples prises de parole exprimant leurs revendications. La pauvreté, et en particulier les images publiques attachées au phénomène, insuffle un sentiment d'incompétence qui lui-même alimente une auto-exclusion de la sphère politique : « Qu'est-ce que ça changerait ? » ; « C'est inutile, de simples travailleurs n'ont aucune influence sur l'Etat. Faire grève, c'est se chier dessus, c'est peine perdue ! » ; « Si je me présente en tant qu'ouvrier, personne ne votera pour moi, la machine est truquée »<sup>5</sup>. Ceux qui s'expriment ainsi se sentent privés de tout pouvoir, même minimal, parce qu'ils intériorisent leur infériorité, non seulement politique mais aussi sociale. Ils se sentent trop faibles pour bousculer les rapports de forces qui les opposent aux dominants, et qu'ils jugent par trop déséquilibrés. Mieux vaut donc s'abstenir, sous peine, non seulement d'échouer, mais en plus de faire les frais de sa témérité<sup>6</sup>.
- 6 En définitive, les images que les personnes touchées par la pauvreté se font d'elles-mêmes reproduisent en grande partie celles qui dominent dans le champ médiatico-politique. Ces représentations de soi ne correspondent néanmoins guère à leur expérience de vie concrète, marquée avant tout par le surtravail, mais qui ne les conduit pas à se penser comme des travailleurs. Au contraire, ces individus s'identifient plutôt aux catégories de « pauvres », de « miséreux » ou d'« inutiles », dans le refoulement de leur expérience quotidienne. Cette dichotomie s'interprète en termes de « désubjectivation ». Ce déni du sujet par lui-même se manifeste au moins sous trois aspects : l'auto-dépréciation de soi, le doute sur son utilité et l'imprégnation par les catégories dominantes. Dans l'incertitude sur les catégories de représentation de soi ou de la société, les travailleurs précarisés sont amenés à accepter la légitimité des catégories imposées par ceux qui sont supérieurs à eux dans les rapports de force et de pouvoir. Certes, dans la pluralité et le flou des catégories de perception et de représentation du monde social forgées par les dominants, des failles peuvent être investies par les dominés pour s'auto-positionner et s'auto-

définir. Mais dans la confrontation entre leurs tentatives d'auto-positionnement et l'assignation à une place par les dominants, les travailleurs précarisés ont le dessous puisqu'ils sont considérés comme des « pauvres », voire comme des « exclus », c'est-à-dire non comme un groupe social mais comme un agrégat d'individus sans rapports sociaux ni les uns avec les autres ni avec le reste de la société, sans qualité sociale autre que le dénuement, sans pouvoir et sans appartenance sociale<sup>7</sup>. Mais infériorité ne signifie pas totale dépossession subjective de soi ni impossibilité d'une prise de conscience des mécanismes désubjectivants. Sous ce regard, la désubjectivation se rattache conceptuellement à l'aliénation telle qu'elle est présentée par Michel Henry dans son interprétation de la pensée de Marx<sup>8</sup>.

7 Les mécanismes de la paupérisation

8 La désubjectivation rend compte de la perception du phénomène de la pauvreté mais fait aussi partie de sa réalité, en particulier parce qu'elle entretient les mécanismes de paupérisation en les rendant partiellement imperceptibles, méconnaissables. Aussi, nous revient-il, pour progresser dans l'explication du phénomène, de mettre en lumière et de remonter les mécanismes, économiques, politiques, sociaux et symboliques, producteurs de la pauvreté.

9 Il importe en premier lieu d'établir la faible teneur explicative de l'exclusion sociale. Lesdits « pauvres » ne sont pas exclus du système économique tel qu'il fonctionne aujourd'hui en Russie, sous ses aspects formels et informels, c'est-à-dire selon une logique de désinvestissement technologique et d'accaparement du capital ainsi que du profit par les dirigeants économiques, au moyen de la sur-utilisation d'une main-d'œuvre sous-payée et précarisée<sup>9</sup>. L'exclusion de la sphère du travail ne s'observe donc pas à une grande échelle. Elle constitue en revanche un phénomène plus marquant dans les espaces du politique et des rapports sociaux. Surtout, fondée ou non sur une expérience concrète, l'exclusion est fortement intériorisée par la majeure partie des travailleurs du fait qu'ils subissent une déstabilisation de leur situation de travail et une précarisation sociale. Elle structure de même largement les consciences des personnes qui sont le plus définitivement écartées de la sphère du travail, voire du système de protection sociale (enfants des rues, chômeurs sans petits boulots, femmes seules maintenues au foyer par une famille nombreuse, etc.). En ce sens, l'exclusion se présente comme une figure prégnante dans les représentations subjectives de toutes les catégories sociales touchées par la paupérisation. Mais sa validité empirique n'empêche pas cette notion d'être critiquable dans l'ordre de la théorie puisqu'elle dévie le regard du chercheur et de l'acteur des mécanismes structurels menant à l'exclusion et décentre les problèmes en les extirpant des rapports sociaux qui leur sont constitutifs. Persévérer dans la problématique de l'exclusion conduit à affirmer que « le problème aujourd'hui n'est pas l'exploitation, mais l'exclusion »<sup>10</sup>. Une telle hypothèse nous semble non seulement ne pas refléter la réalité de vie des populations paupérisées, mais aussi entretenir, nolens volens, les logiques de l'exploitation.

10 Autant que l'exclusion, le libre marché et la démocratie, en tant qu'ils sont élevés en idéologie, comptent parmi les mécanismes de la paupérisation. L'appauvrissement de la majeure partie de la société n'est pas un corollaire « naturel » de la libéralisation économique. Lesdits « pauvres » ne sont pas inadaptés au nouveau système économique et politique qui se met en place. Ils sont des éléments indispensables au fonctionnement d'un système fondé économiquement sur l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché et politiquement sur la passivité des citoyens. Ils sont aussi érigés en victimes

sacrificielles des nécessaires transformations. Celles-ci ne sont pas sans lien avec l'expansion de l'idéologie de la « démocratie de marché » dans un nombre croissant de pays, la propagation de la vision d'un monde qui se globalise autour des dynamiques de l'individualisation et de la « libération » des travailleurs et du capital des tutelles de tous ordres. Si cette idéologie recèle à la fois des potentialités émancipatrices et des risques de dérives autoritaires et oppressives, elle accroît en tout cas le morcellement des groupes sociaux et justifie, voire valorise, les inégalités sociales, dans le plus grand mépris envers l'« égalitarisme » supposé des catégories sociales populaires. La spécificité de la Russie est liée aux proportions démesurées que prend dans ce pays la déconnexion, partout observable, entre la réalité sociale et la représentation symbolique de cette réalité, même si les deux dimensions ne sont évidemment pas complètement disjointes. Les transformations sociales, réelles par ailleurs, que connaît la Russie sont en effet toutes référées au vocable de « transition », ou de « réformes ». L'emploi de ces notions, couramment utilisées par la population russe, laisse entendre, que cela soit ou non l'intention de ceux qui l'utilisent, que la voie de la Russie est plus encadrée, balisée, que celle d'autres pays, notamment occidentaux, pour lesquels on se contente de parler de transformations, d'évolutions ou de mutations sociales. La transition implique un point de départ et un point d'arrivée qui ne sont ni l'un ni l'autre mis en débat parce qu'il importe de tourner le dos à l'un pour aller à l'autre. Le passé soviétique n'est pas plus débattu publiquement que l'avenir dépeint sous les traits de la démocratie de marché. La population se voit confisquer la maîtrise de son évolution et intériorise l'impératif des réformes au point de se départir de sa possibilité de choix et de s'en remettre aux dirigeants pour conduire la transition et la défendre contre les assauts du peuple. La figure du « peuple » est en effet imprégnée des caractéristiques attachées à la société soviétique et à l'« homo sovieticus »<sup>11</sup>, à savoir l'infantilisme politique, la culture anti-démocratique, le collectivisme, l'irresponsabilité, la tendance à l'assistanat. Même si elle ne se réduit pas à cela, l'image d'elles-mêmes que se font les classes populaires est largement pénétrée par ces qualifications. Les entretiens le montrent, ainsi que la faible mobilisation populaire accompagnant les principales crises politiques et économiques qu'a connu la Russie depuis 1989. Lorsque le climat social se tend et que des conflits sociaux sont prévisibles, la population a plutôt tendance à s'abstenir de toute action susceptible d'accroître la tension et de faire chavirer la Russie hors de la voie de la « transition » ou des « réformes ». A la suite de la dernière crise financière, les chroniqueurs qui prévoyaient une explosion sociale ont pu le constater à leurs dépens. La démocratie en Russie risque aujourd'hui de s'abolir dans le simulacre de sa réalité, pour emprunter le vocabulaire de Jean Baudrillard. L'idée, communément admise, de la fin du prolétariat n'est-elle pas un des aspects de ce simulacre de démocratie ?

- 11 Un des facteurs majeurs de l'appauvrissement renvoie à l'impact de ce qu'il convient d'appeler une « prolétarisation ». Les pauvres ressemblent moins à des exclus qu'à des prolétaires, c'est-à-dire à des travailleurs subissant une précarité, une déstabilisation et une fragilité croissantes de leur situation sociale, ce qui les rend de plus en plus dépendants de leur seule force de travail et les met à la merci de n'importe quel accident du destin<sup>12</sup>. En quoi consiste le fond de ces mécanismes de paupérisation ? Ceux-ci reposent sur une certaine exploitation, c'est-à-dire une captation de la plus-value créée par le surtravail de l'employé comparativement au temps de travail effectivement payé. Les salaires s'effondrent en effet alors que le temps de travail réel a tendance à se rallonger étant donné le développement des doubles, voire triples, journées de travail. Un nombre important d'heures de travail ne sont pas payées, soit en raison d'arrêts ou de

reports de paiement, soit du fait de l'invisibilité ou du déni du travail effectué. De plus, les travailleurs, pour faire la preuve de leur utilité ou pour se prouver à eux-mêmes leur habileté, ou encore pour sauver l'entreprise, s'efforcent souvent de faire en sorte de mener à bien leur travail, d'être efficaces « malgré tout »<sup>13</sup>, malgré l'insuffisance de la rétribution et le manque de cohérence, de continuité et de rationalité du procès de production. La « débrouille » ou le travail informel ne doivent pas être analysés comme une activité dont celui qui s'y consacre serait forcément maître. Si quelques-uns parviennent à contrôler leur affaire, la majorité de ceux qui se livrent à la « débrouille » laissent d'autres qu'eux-mêmes profiter du produit de leur travail. Enfin, les retenues ou les non-paiements du salaire se font de plus en plus fréquents. Les arriérés de salaires correspondent, certes, à des facteurs objectifs (insolvabilité de l'Etat ou des directions d'entreprises), mais semblent aussi répondre, en fait, à une tactique des employeurs pour employer l'argent, ainsi extorqué aux travailleurs, à des placements financiers et spéculatifs<sup>14</sup>. Même si les statistiques sous-évaluent ce phénomène difficile à mesurer du fait de la rétention de l'information, il est indéniable qu'une couche restreinte de la population accapare de plus en plus de richesses, au détriment du reste de la population et notamment des salariés dans leur ensemble<sup>15</sup>. Nous assistons donc effectivement en Russie à un processus d'accumulation de capital au détriment de ceux qui vivent de leur travail. Cette intensification de l'opposition capital/travail renvoie incontestablement à un phénomène du type de l'exploitation.

- 12 Mais l'exploitation se présente selon de nouvelles modalités liées à la fois au contexte socio-économique propre à la Russie et à l'évolution plus générale vers le libre marché. Ainsi, la paupérisation des travailleurs prend la forme d'une déstabilisation de la condition salariale. Tout d'abord, s'opère une dissolution des protections sociales et statutaires, d'autant plus poussée en Russie que le statut salarié est confondu avec une des perversions de l'économie planifiée soviétique, alors qu'aucun système de garanties sociales, juridiques et professionnelles n'était alors véritablement codifié. Mais, dans l'idée de tourner le dos à un passé interprété comme trop protecteur et favorisant trop l'assistanat, les gouvernants et les dirigeants d'entreprise procèdent à une déréglementation forcée et à une individualisation des rapports de travail.
- 13 Quant au système de protection sociale<sup>16</sup>, il se désintègre sous l'effet de mécanismes semblables, relevant à la fois d'un manque de moyens financiers (dû en grande partie au non-paiement des cotisations dues par les entreprises), du désengagement de l'Etat et de l'impératif de détruire un système soviétique décrié pour ses effets déresponsabilisants et infantilisans. Les salariés peuvent-ils compter sur l'aide de leur entreprise, lieu traditionnellement important de la protection sociale dans l'ex-Union Soviétique ? Ce soutien devient problématique avec l'impératif de la réduction des coûts qui conduit l'entreprise à se débarrasser de ses infrastructures sociales. Certes, cette tendance épargne les entreprises plus rentables et paternalistes, mais celles-ci sont minoritaires. Quant au gouvernement, il s'efforce de restreindre toujours plus les dépenses sociales. Les catégories sociales les plus démunies sont les plus touchées par la désintégration du système de protection sociale et, même confrontées à la maladie<sup>17</sup>, au chômage, aux exigences de la maternité, à la vieillesse<sup>18</sup>, elles sont obligées de continuer à travailler, dans des conditions le plus souvent pénibles et précaires. Confrontés à l'insuffisance de la protection sociale et sans autre moyen de s'assurer un minimum de stabilité matérielle dans l'existence, des masses d'individus sont rendus d'autant plus dépendants de leur travail et d'autant moins regardants sur les conditions de ce travail, qu'ils pensent ne pas

pouvoir compter sur la protection légale de leurs droits. Le droit du travail, hérité pour l'essentiel de la période soviétique, se présente sous un aspect plutôt favorable aux ouvriers. Aussi, le gouvernement s'apprête-t-il à faire voter un nouveau code du travail, « plus adapté aux réalités de l'économie moderne »<sup>19</sup>. Mais, dans la pratique, les lois sont fréquemment ignorées ou contournées<sup>20</sup>.

- 14 Or, le contrôle étatique laisse fortement à désirer. En Russie, l'Etat ne joue en effet pas le rôle qui lui est imparti en démocratie, à savoir garantir la pérennité de la nation et des intérêts du plus grand nombre (c'est-à-dire pour la Russie de la population massivement précarisée). Au contraire, qu'il intervienne ou qu'il se désengage, l'Etat russe laisse la voie libre à la domination des dirigeants de l'économie sur les travailleurs, quand il n'accentue pas la dissymétrie dans les rapports de force. De vastes pans du marché économique sont contrôlés à leur profit par de hauts dignitaires de l'Etat qui se comportent moins en régulateurs qu'en opérateurs du marché. Ainsi, c'est de l'Etat, et du secteur public ou budgétaire, qu'est partie la pratique de non-paiement des sommes dues aux salariés et aux administrés<sup>21</sup>, autorisant de fait l'usage du même procédé pour les chefs d'entreprise, et entretenant du même coup l'évasion fiscale. De plus, l'Etat semble s'être retiré du marché de l'emploi, abandonné aux logiques « spontanées » de l'économie de marché. Mais le rôle de l'Etat dans la contribution de conditions favorables à l'exploitation des travailleurs subordonnés ne se réduit pas à la non-intervention. En effet, l'Etat russe paie mal et avec des mois de retard ceux qui travaillent pour son compte (militaires, instituteurs, professeurs, médecins, travailleurs du secteur militaro-industriel, etc.). Ainsi, les dirigeants politiques justifient, voire encouragent, le contournement de la législation du travail par les employeurs et interviennent en faveur de l'assouplissement de celle-ci. Cet Etat participe, enfin, au renforcement de la plasticité de la force de travail en fonction des fluctuations du marché et contribue à la subordination du travail aux exigences du capital. Les mesures du gouvernement et les déclarations publiques tracent une offensive contre des chômeurs officiellement supposés fainéants et parasites. L'allocation-chômage, la plus irrégulièrement payée, fortement dégressive et attribuée pour une durée de plus en plus limitée voit ainsi son montant constamment révisé à la baisse ; elle est suspendue si son bénéficiaire « refuse » de travailler après trois mois. Toutes ces mesures sont de plus assorties d'un discours clairement stigmatisant et dénonciateur.
- 15 Comment, finalement, apprécier le rôle de l'Etat dans les mécanismes de paupérisation en Russie ? L'Etat soviétique organisait plus directement l'exploitation des travailleurs. Aujourd'hui, son homologue russe opère surtout par l'abstention, en abandonnant les travailleurs aux mains du patronat et en libérant la puissance assujettissante du capital. Il se désengage en tant qu'acteur de la régulation des relations de travail et intervient en tant qu'acteur de la domination économique. De plus, son intervention économique se fait sous les apparences d'un rejet de l'économie hors du politique, à l'inverse de ce qui se passait sous le régime soviétique. L'exploitation prend donc un nouveau visage, celui de la précarité organisée, de la flexibilité du travail, c'est-à-dire de la subordination du travailleur aux impératifs de sa tâche et aux fluctuations de l'activité. La population n'est pas plus « libérée » du travail qu'elle n'est « libérée » de l'exploitation liée à l'emploi salarié. Cette exploitation se présente sous la figure spécifique de la flexibilité imposée. On peut certes concevoir que cette flexibilité soit choisie par une partie des travailleurs, ou qu'ils trouvent leur compte dans la pluri-activité, la « débrouille » ou les horaires flexibles. Il n'en reste pas moins que le travail de la majorité d'entre eux est soumis aux

fluctuations du capital. Le visage de l'exploitation a changé, mais elle s'effectue toujours sur le mode, explicité par Marx, de la subordination du travail à un capital libéré de la tutelle étatique, voire protégé par l'Etat et prospérant dans la logique du profit immédiat<sup>22</sup>.

- 16 Cependant, si l'exploitation et la déstabilisation de la condition salariale font partie des mécanismes de la paupérisation, les travailleurs précarisés ne les perçoivent pas ainsi. Dans leurs représentations subjectives, l'exploitation occupe une place secondaire par rapport à celle que prend l'image de l'exclusion, le sentiment de l'inutilité. Intériorisant la menace de l'exclusion, les travailleurs sont tentés de lui préférer l'exploitation qui fait d'eux des exploités mais tout de même quelque'un plutôt que rien<sup>23</sup>. L'exploitation est plutôt vécue comme la manifestation d'un phénomène, d'un pis-aller, et n'est pas construite comme une image. Elle n'est pas figurée, mise en représentation, élevée en enjeu. Elle n'est pas dite, ne transparait pas dans la conscience discursive. Cette méconnaissance partielle d'une partie de leur vécu et cette invisibilité, ce non-dit, incitent les travailleurs précarisés à se résigner à leur sort, à rester passifs, voire à aspirer à plus d'exploitation.
- 17 Vers une société de la déstabilisation de masse ?
- 18 Dans un livre essentiellement consacré au cas français, Robert Castel a finement mis en lumière les mécanismes de passage d'une société salariale à une société de plus en plus marquée par une « vulnérabilité de masse »<sup>24</sup> résultant de la dissolution de la condition salariale, de la flexibilisation du travail qui assujettit le travailleur à la tâche et de l'offensive libérale sur les statuts, garanties et protections sociales.
- 19 Dans notre tentative de cerner les traits fondamentaux du phénomène de la pauvreté en Russie, n'a-t-on pas rencontré des évolutions du même ordre que celles relevées par R. Castel ? Les dynamiques d'ensemble paraissent en tout cas similaires, même si certaines spécificités demeurent. Ainsi, les transformations se font-elles en Russie à partir d'une autre configuration sociale que la société salariale stricto sensu. Nous décrivions plutôt la société soviétique post-stalinienne comme une « société de marchandage » dans laquelle l'Etat joue un rôle d'arbitre mais subit des pressions en provenance de nombreux groupes et acteurs sociaux de divers niveaux, à commencer par les chefs d'entreprise mais aussi les travailleurs de ces entreprises qui disposaient, eux aussi, d'une certaine autonomie et d'un pouvoir de pression sur la définition des normes (de travail, de rémunération, etc.)<sup>25</sup>
- 20 Or, ces marges d'autonomie des acteurs du système soviétique sont souvent oubliées aujourd'hui lorsque l'impératif devient la sortie du communisme, assimilé à un système politique contraignant, centralisé et contrôlant toute la société. Le fragile équilibre des forces sur lequel reposait la « société de marchandage » est détruit aujourd'hui par une politique volontariste de dérégulation, déstabilisation et démission de l'Etat de sa fonction d'arbitre. Les marchandages qui sous-tendaient la régulation dans le système soviétique n'étaient pas fondés sur des règles écrites, ne s'appuyaient sur aucun support juridique et relevaient largement de l'informel, celui-ci prenant force structurante grâce à l'intervention de l'Etat. Dans la conjoncture actuelle où les deux acteurs principaux de la régulation soviétique, l'Etat et les entreprises, sont priés de se faire modestes, le système de marchandage explose et se transforme en une pure confrontation de rapports de force sans arbitrage et sans régulation, laissant aux plus forts la possibilité d'accaparer de plus en plus de pouvoir et d'argent au détriment des plus faibles. Cette dynamique favorise la paupérisation du plus grand nombre et la monopolisation des richesses et du

pouvoir aux mains d'un nombre restreint de dirigeants. Ceux-ci prospérant sur fond de déstabilisation générale et de dérégulation, ils n'ont aucun intérêt à enrayer le processus et entretiennent, au contraire, les mécanismes de déstabilisation qui bousculent et fragilisent surtout les plus faibles. La Russie entre donc dans l'ère de la « déstabilisation de masse ».

---

## NOTES

1. C. Dejours, *Souffrance en France*, Paris, Seuil, 1998.
2. Rappelons l'interprétation donnée par H. Arendt de l'URSS des années staliniennes, cf. H. Arendt, *Le système totalitaire - Les origines du totalitarisme*, Paris, Seuil, 1972. Les études historiques les plus récentes centrées sur un groupe social mettent en évidence la profondeur et la multiplicité des divisions internes aux différentes classes sociales officiellement distinguées (ouvriers, paysans kolkhoziens et intelligentsia). Ces divisions sont largement entretenues par le régime soviétique au moyen d'une distribution inégale de privilèges et d'un encouragement à l'ascension sociale individuelle pour les uns et à la résignation pour les autres. Pendant la période stalinienne, les groupes sociaux sont démantelés par les effets conjugués de la terreur, des purges, de l'incitation à la méfiance inter-individuelle, à la mobilité spatiale et sociale, à la concurrence entre les travailleurs au moyens du stakhanovisme et d'une politique de différenciation croissante des salaires et primes. La déstabilisation sociale se ralentit progressivement dans les années brejnéviennes qui voient les divisions sociales se rigidifier. Cf. J. P. Depretto, *Les ouvriers en URSS, 1928-1941*, Paris, Sorbonne, 1997 ; V. Zaslavski, *The Neo-Stanilist State : Class, Ethnicity and Consensus in Soviet Society*, New York, Sharpe, 1982 ; M. Lewin, « L'Etat et les classes sociales en URSS, 1929-1933 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 1, 1976, pp. 2-33 ; A. Šubin, « Rabocij klass v kanun Perestrojka » [La classe ouvrière à la veille de la Perestroïka], *Rabocaja politika*, n° 5, 1996, pp. 18-32.
3. Sur cette contradiction, qu'on retrouve aussi dans les entreprises occidentales, entre « l'ingéniosité » des ouvriers et la coopération, ou la confiance, voir les études de C. Dejours, et, notamment, « Le travail entre subjectivité et rapports sociaux », in P. Cours-Salies (dir.), *La liberté du travail*, Paris, Ed. Syllepse, 1995.
4. V. Kabalina et T. Metalina, « Mono li izbeat' bezraborticy ? », in *Novoe rabocee i profsojuznoe dvienie*, n° 2, 1994, pp. 65-78, et n° 3, 1994, pp. 87-102.
5. Les propos sont extraits d'entretiens que nous avons eus avec des « chômeurs » qui venaient exercer des petits boulots en lien avec ZIL, au sortir de l'usine, avant le premier tour et entre les deux tours de l'élection présidentielle.
6. Cet aspect de l'auto-exclusion politique des dominés a été relevé en particulier par P. Bourdieu, « La représentation politique : élément pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, février-mars 1981, pp. 3-24.
7. Cette infériorité des dits « pauvres » dans la représentation d'eux-mêmes rejoint l'une des thèses de P. Bourdieu selon laquelle « les luttes des classements, individuelles ou collectives, qui visent à transformer les catégories d'aperception et d'appréciation du monde social et, par là, le monde social, sont une dimension oubliée de la lutte des

classes ». Cf. P. Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979, p. 564.

**8.** Dans cette interprétation, l'aliénation est conçue comme une captation, une déformation de la subjectivité - c'est-à-dire de l'individu en tant qu'il s'expérimente comme soi dans la praxis - par le monde abstrait des apparences et des formes de représentation (la forme capital, la forme marchandise...). La désobjectivation opère au niveau des représentations de soi, des autres et de la réalité. Ces représentations sont issues des pratiques et des rapports sociaux concrets, donc de la subjectivité agissante, mais elles sont brouillées, déconnectées en partie des pratiques, par des interférences symboliques ou idéologiques, largement produites par les dominants et reflétant leurs intérêts, qui donnent au sujet des images déformées de lui-même et de la société, images qui néanmoins font partie de la réalité. Ces enchaînements multiples ne se correspondent pas hermétiquement, aussi y a-t-il place pour une reprise de possession de soi. Les logiques de désobjectivation l'emportent cependant largement aujourd'hui et se traduisent par une acceptation résignée et passive de leur sort par les dits « pauvres ». Cf. M. Henry, *Marx I. Une philosophie de la réalité*, Paris, Gallimard, 1976.

**9.** Selon des chiffres de janvier 1999, le chômage complet (absence durable d'emploi, formel ou informel) est relativement peu répandu. Seuls 2,7% des actifs sont officiellement enregistrés comme chômeurs, contre 12,4% selon les critères d'évaluation de l'OIT et 26% selon une estimation de la Fédération des Syndicats Indépendants de Russie. Ces chiffres si dissemblables ne renvoient pas à la même réalité. Le premier reflète sans doute la part des actifs véritablement exclus du marché du travail puisqu'ils jugent utile de s'inscrire auprès des Bourses du Travail afin de bénéficier de leur aide, faiblement efficace, et de toucher une maigre indemnité largement symbolique. L'estimation moyenne mesure le nombre de travailleurs en quête d'emploi et vivant d'expédients et de petits boulots. La dernière évaluation, la plus élevée, prend aussi en compte les travailleurs formellement employés mais mis en congés forcés ou ne travaillant plus que très épisodiquement. Les deux derniers cas ne sont pas assimilables à une exclusion du monde du travail puisque les actifs en question sont au contraire pleinement insérés dans un système d'emploi qui exige d'eux une totale plasticité aux fluctuations de l'activité.

**10.** A. Touraine, « L'affaire n'est plus aujourd'hui... », op. cit., p. 13.

**11.** I. Levada, *Entre le passé et l'avenir : l'homme soviétique ordinaire*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.

**12.** Le qualificatif de « prolétaire » désigne dans notre esprit les personnes absolument obligées de travailler pour vivre car elles ne sont protégées de la précarité par aucune garantie statutaire et ne bénéficient d'aucun revenu social autre que la rémunération de leur force de travail, dans la mesure qui sied aux employeurs. Le terme n'implique donc aucune prise de conscience d'aucune sorte. Il n'est d'ailleurs pas utilisé par les intéressés eux-mêmes qui ont bien plus tendance à se penser comme « pauvres » ou « miséreux ». Il est pris au sens commun et n'est pas investi de la puissance messianique qu'il revêt pour certains marxistes. L'intérêt de son usage réside dans le fait qu'il nous semble mieux traduire la réalité de vie des populations paupérisées et qu'il laisse au sujet (les « prolétaires ») davantage de marge d'action, de maîtrise de soi et de sa situation, que ne le font les termes de « pauvres » ou d'« exclus » qui condamnent les personnes ainsi signifiées à la passivité et à la résignation face à une situation qui les dépasse.

**13.** Le concept d'« efficacité malgré tout » est emprunté à Y. Clot, *Le travail sans l'homme ? Pour une psychologie des milieux de travail et de vie*, Paris, La Découverte, 1995, p. 121.

14. Pour 1997, un rapport de la commission Fédérale du Travail auprès du Ministère du Travail cite 200 cas d'irrégularités de ce genre et d'atteinte à la législation sur le paiement des salaires (un seul directeur a été jugé coupable), cf. « Zarplata zabludilas' », *Moskovskie Novosti*, 22-29 mars 1998.
15. Selon les statistiques officielles, les 10% les mieux lotis sont 15 fois plus riches que les 10% les plus pauvres. La part des salaires dans les sources de revenu de la population en général a chuté de 74% en 1990 à 39.5% en 1995.
16. Pour plus de renseignements cf. N. Marie, « La protection sociale en Russie : droit et réalité », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 420, juillet 1997, pp. 24-33 ; ou C. Lefèvre, « Le système de protection sociale russe : héritages et transformations », *Revue d'études comparatives est-ouest*, n° 4, décembre 1995, pp. 25-54.
17. La médecine gratuite est menacée par la faillite, les patients doivent se procurer eux-mêmes médicaments, pansements, seringues et autres instruments médicaux. Une enquête conduite par des chercheurs de l'université de Boston aux Etats-Unis démontre l'élévation du coût de la médecine dite "gratuite" en Russie, au point que les plus pauvres renoncent à se soigner. Cf. T. Skorobogat'ko, « izn' ili košolek ? » [La bourse ou la vie ?], *Moskovskie Novosti*, n° 24, 21-28 juin 1998.
18. Le montant des retraites ne cesse de baisser et leur versement subit de plus en plus de retard. Le plan « anti-crise » de S. Kirienko (premier ministre d'avril à août 98) « recommande » aux caisses des retraites de ne verser, momentanément, qu'une partie des pensions. Aussi les personnes âgées sont-elles obligées de continuer à travailler, effectuant des travaux manuels subalternes et mal payés dans les usines, le métro, les cours des immeubles. Cette pratique est tellement répandue que le gouvernement a émis l'idée d'interdire aux retraités de travailler, sous peine d'être privés de leur allocation. Or, comme l'écrit une journaliste : « Essayez de vivre avec une retraite aussi misérable sans le complément du salaire ! », V. Šivkova, « Došli do tocki : rešili grabit' starikov » [Ils dépassent les bornes : ils ont décidé de voler les vieux], *Argumenty i fakty*, n° 6, février 1997.
19. Propos tenus par M. Dmitriev, premier conseiller du ministre du travail, lors d'une table ronde organisée par le journal *Ekonomika i izn'*, n° 22, mai 1998, p. 28.
20. Les cas les plus graves d'atteinte aux droits des travailleurs se rapportent bien entendu au non-paiement des salaires. Les salariés ne se sentent par conséquent absolument pas protégés juridiquement et se pensent privés de toute garantie, à la merci de l'arbitraire de la direction. La pratique juridique courante marque un déni de leurs droits, dans le secteur formel autant qu'informel. Le statut, social et juridique, des salariés est en train de s'effondrer. Les sondages effectués par le VCIOM confirment d'ailleurs le sentiment profond d'insécurité et d'abandon qui ressort des entretiens avec les salariés, cf. . Kuprijanova, « Cto izmenjaetsja v izni predpriyatij ? » [Qu'est-ce qui change dans la vie des entreprises ?], *Monitoring obščestvennogo mnenija*, n° 3, mai-juin 1997, pp. 34-36.
21. J. Sapir, *Le chaos russe. Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*, Paris, La Découverte, 1996, p. 85.
22. Une conclusion du même type se trouve, étonnamment, chez un économiste russe, membre pourtant d'une catégorie de la population devenue allergique à tout ce qui ressemble à du marxisme. I. Zaslavskij parle ainsi d'une « offensive contre les travailleurs salariés organisée par l'Etat au profit du grand capital », cf. I. Zaslavskij, « K kharakteristike truda v sovremennoj Rossii », in *Voprosy ekonomiki*, n° 2, 1997, pp. 76-91, p. 83. De façon moins étonnante, un économiste proche d'Espaces-Marx écrit : « Le

travailleur [pour les nouveaux capitalistes] doit devenir libre et léger comme l'air, infiniment flexible, déréglementé, désécurisé », cf. J. Nagels, « Les conditions préalables pour construire la première phase de la transition vers le marché en Russie : la phase du capitalisme sauvage », *Relations sociales et acteurs sociaux à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 280.

23. D. Linhart décrit ce choix aux termes viciés dans une contribution au titre évocateur : « Plutôt la soumission que l'exploitation ? », « A.C. ! » *Données et arguments n° 2*, Paris, Syllepse, 1995, pp. 92-102. Sa réflexion s'appuie sur l'exemple de la France. On est cependant frappé des similarités qui touchent non les modalités concrètes de l'imposition du choix de l'exploitation, mais les logiques sous-jacentes aux mécanismes de l'exploitation.

24. R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, op.cit., p. 451 : « La société salariale est la formation sociale qui était parvenue à conjurer dans une grande mesure la vulnérabilité de masse et à assurer une large participation aux valeurs sociales communes. Autrement dit, la société salariale est le socle sociologique sur lequel repose une démocratie de type occidental, avec ses mérites et ses lacunes : non point le consensus mais la régulation des conflits, non point l'égalité des conditions mais la compatibilité de leurs différences, non point la justice sociale, mais le contrôle et la réduction de l'arbitraire des riches et des puissants, non point le gouvernement de tous mais la représentation de tous les intérêts et leur mise en débat sur la scène publique. »

25. Sur ce point des relations de marchandage et du degré d'autonomie des acteurs, même subalternes, cf. M. Lewin, *La grande mutation soviétique*, Paris, La Découverte, 1989 ; M. Burawoy et P. Krotov, « The Soviet Transition from Socialism to Capitalism : Worker Control and Economic Bargaining in the Wood Industry », *American Sociological Review*, 57 (1), feb. 1992, pp. 16-38 ; P. Rolle, *Le travail dans les Révolutions russes. De l'URSS à la Russie : le travail au centre des changements*, Lausanne, p. 2, 1998.

---

## INDEX

**Index géographique** : Russie

**Mots-clés** : pauvreté, exclusion